



**POUR UNE RÉVOLUTION
DANS LA RÉVOLUTION
THÉORIQUE MARXISTE**

Marxismes et révolutions socialistes à la fin du XX^e siècle

Nous poursuivons dans ce numéro d'Economie et
Politique la publication d'une série d'entretiens
qu'accorde PAUL BOCCARA à notre revue.

Le thème de ce deuxième entretien est

**« NI REVENIR À JAURÈS, NI REVENIR À LÉNINE :
RENOUER AVEC LA RÉVOLUTION
THÉORIQUE DE MARX »**

Face à la crise très grave des expériences de construction d'un socialisme étatiste, Max Gallo, en se réclamant de Marx, récuse le « communisme » et les « solutions communistes », en prônant ce qu'il appelle le « socialisme démocratique ». R. Maggiori de son côté demande que Marx soit libéré de « l'hypothèque communiste ». N'y a-t-il pas là un certain nombre de confusions ?



Ces auteurs, tout en se heurtant à des problèmes réels, jouent avec des quiproquos faciles et même commettent d'énormes contresens, d'ailleurs traditionnels et ressassés.

Tout d'abord, il convient de ne pas jouer sur le mot communiste. Des partis se réclamant de l'idéal communiste ont voulu construire des sociétés socialistes : les sociétés socialistes étant définies comme des sociétés de transition à partir de sociétés dominées par le capi-

talisme, voulant commencer à s'émanciper de certains de ses maux pour aller vers un système du futur véritablement communiste. Ainsi, en Union Soviétique et dans les pays de l'Est européen, il ne s'agissait pas de société communiste mais de tentatives de construction de sociétés socialistes. Et en outre, ces tentatives ont eu lieu dans des conditions arriérées et de guerre chaude ou froide, à partir desquelles on peut comprendre l'étatisme et même les tendances totalitaires de ces tentatives. Ce ne sont donc pas le mouvement ou les solutions communistes qui s'effondrent. Mais, ce sont certaines conceptions et pratiques, se réclamant de l'idéal communiste, pour construire des transitions socialistes (vers des sociétés communistes ultérieures) qui sont gravement remises en cause.

Déjà, au lendemain de la révolution de Février 1848 et de sa défaite finale, à propos de laquelle il insistait sur la pression de la grande majorité paysanne sur un prolétariat lui-même encore immature, Marx avait pu considérer : « *Mais dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution qui succomba. Ce furent les traditionnels appendices révolutionnaires, résultats de rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés... : personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de Février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de Février, mais seulement par une suite de défaites* » (*Les luttes de classe en France 1848-1880*, Editions Sociales, p. 39) (1).

La contradiction inévitable, à surmonter graduellement, **des mouvements** idéologiques et politiques concrets se réclamant du communisme, encore marqués notamment par le poids des idées traditionnelles et des illusions des mouvements populaires du passé, **avec les recherches** théoriques de Marx sur l'évolution de la société capitaliste, en liaison avec les luttes sociales nouvelles les plus avancées, cette contradiction était déjà suggérée par Marx lui-même, comme nous l'avons déjà indiqué dans le précédent entretien. Cependant, toute l'élaboration théorique de Marx, appuyée sur les acquis de la pensée antérieure, est tendue par la vision critique la plus radicale de la société capitaliste, liée aux luttes sociales qui l'affectent en profondeur et à la perspective communiste.

Dans les conditions actuelles de maturation du capitalisme, à l'opposé de la tentative de dissocier Marx et le marxisme de la perspective communiste, les débuts de la révolution informationnelle (avec son potentiel de suppression de tous les travaux non-qualifiés) et la montée des aspirations autogestionnaires, tendent à confirmer les analyses inachevées de Marx. Ces analyses

(1) Et plus largement, à propos des tentatives révolutionnaires de son siècle, Marx affirmera : « *les révolutions prolétariennes... comme celles du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompant à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière...* » (Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Editions Sociales, p. 176).

concernent notamment les transformations technologiques et sociales, à l'œuvre dans la société capitaliste, préparant les conditions objectives et subjectives de la suppression de l'aliénation salariale et de toute domination de classe, c'est-à-dire d'une société communiste, à travers de longues transitions mixtes. Avec les mutations de toutes sortes en cours dans les pays de l'Est, ce sont le marxisme et les communistes qui peuvent être libérés de l'hypothèque de régimes largement régressifs et pervers, malgré leurs efforts de conquêtes sociales, par rapport aux idéaux socialistes et communistes dont ils se sont réclamés.

Cependant d'importants progrès sociaux et idéologiques ont néanmoins été conquis dans le monde entier en liaison avec la stimulation des tentatives de révolutions et de constructions socialistes au XX^e siècle. Même si elles sont bien plus éclairantes par leurs échecs, leurs erreurs, leurs régressions liées aussi à l'arriération profonde des conditions de départ et à leurs perversions. Quant aux partis sociaux-démocrates, s'ils ont pu contribuer à certaines conquêtes sociales (en France en alliance avec les communistes), ils ont aussi largement échoué en capitulant face au capital dominateur, avec lequel ils ont souvent collaboré jusque dans les répressions des salariés et des peuples, notamment des peuples « colonisés ». Le rejet d'un type de régression et de perversion ne justifie pas de se jeter dans les bras de l'autre.

Précisément la position originale de la révolution théorique initiée par Marx consiste à rechercher une série de dépassements : par exemple dépassement entre les lois éternelles du capitalisme de l'économie politique classique et le volontarisme spéculatif du socialisme et du communisme utopiques, ou encore entre les illusions dictatoriales blanquistes et les illusions de la conversion éthique proudhonienne. Mais aujourd'hui le dépassement entre illusions étatistes social-démocrates et illusions du socialisme étatiste, mûrit dans la pratique avec notamment la montée des aspirations autogestionnaires et la possibilité de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises.

Certains idéologues prétendent continuer à se référer à Marx mais pour l'édulcorer dans une perspective social-démocrate : le mettre avec Jaurès et Blum, comme dit par exemple Max Gallo, « contre Lénine ». Convient-il, au contraire, d'opposer aux perversions stalinienne ce que d'autres ont pu appeler la véritable « impulsion » de pensée donnée par Lénine ?

Ces deux réactions opposées me semblent critiquables, car non seulement figées, mais déformantes et régressives chacune à sa façon. Au contraire, les crises si profondes de toutes les sociétés du monde contemporain — et non pas seulement des pays ayant voulu construire des sociétés socialistes — interpellent bien plus largement tous ceux qui se réclament du marxisme. Elles exigent de libérer des réductions éclectiques ou dogmatiques, le mouvement réel de pensée initié par Marx tendant à dépasser graduellement les acquisitions intellectuelles antérieures concernant l'analyse de la société.

Dans les conditions de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat actuel dans les pays dits développés ou dits en voie de développement, comme dans celles de la crise des tentatives de construction d'un socialisme de rattrapage étatiste dans des pays en règle générale arriérés, plus que jamais il s'agit de renouer, par delà toutes les graves réductions et déformations ultérieures, avec le processus essentiellement inachevé de la véritable révolution théorique initiée par Marx. Mais, comme j'ai déjà tenté, pour ma part, de le montrer depuis 1961 dans les conditions du bouillonnement provoqué notamment par les premières remises en cause de Khrouchtchev, cela ne peut se faire que si l'on cherche à reprendre effectivement le mouvement en avant en profondeur de cette révolution théorique (voir *Sur la mise en mouvement du « Capital »*, Ed. Sociales 1978, reprenant les articles de 1961).

Cela suppose donc que les résultats les plus avancés de la pensée de Marx (notamment ceux de la fin du *Capital*) soient pris comme point de départ, pour saisir à la fois son évolution considérable et l'inachèvement formidable de cette évolution, afin de commencer à la poursuivre de façon non superficielle et réductrice, à la lumière de l'évolution ultérieure des sociétés et de la pensée sociale, de ses expériences positives et négatives.

Alors que certains veulent une fois de plus enterrer Marx comme théoricien, d'autres, comme il est trop vivant dans la pensée contemporaine, ne peuvent s'y résoudre. Mais ils peuvent tendre, même à leur corps défendant, à vouloir exorciser le spectre pour en faire un auteur raisonnable et de bonne compagnie ou de bonne conscience pour ceux qui veulent se contenter de gérer de façon « plus humaine » la société dominée par le capital.

Confondre la pensée de Jaurès avec celle de Blum perpétue un grave détournement d'héritage, masquant l'effort de dépassement rassembleur de Jaurès jusqu'à l'extrême gauche « syndicaliste révolutionnaire » mais s'opposant à l'extrême droite socialiste comme les « ministérialistes » (pour la participation à des gouvernements bourgeois radicaux) (2). Cependant les efforts de synthèse intellectuelle liés à la sincère passion révolutionnaire de Jaurès, si suggestifs soient-ils, sont encore beaucoup trop éclectiques et trop peu profonds par rapport à l'ampleur et à la rigueur théorique de l'oeuvre de Marx elle-même inachevée et donc également par rapport à ses potentialités de développements radicalement nouveaux.

Mais aussi, j'ai déjà eu l'occasion depuis une trentaine d'années de montrer, précisément à travers des essais d'avancée positive, les graves insuffisances, par rapport aux potentialités des hypothèses de Marx, de la pensée de Lénine. Ces insuffisances concernent notamment l'analyse des transformations technologiques ou économiques du capitalisme et du capitalisme monopoliste d'Etat, ou encore l'analyse des formes de l'Etat bourgeois et de l'évolution de Marx tendant à s'émanciper des idées de dictature du prolétariat d'origine babouviste ou blanquiste, etc.

(2) D'ailleurs, au Congrès de Tours, fondateur en 1920 du PCF, les tenants d'un socialisme Jauresien vont voter dans leur grande majorité l'adhésion à la 3ème Internationale proposée par Lénine, tandis que Blum va voter contre, avec tous les groupes de droite (y compris les tenants les plus irréductibles de l'« Union Sacrée » de 1914-18, ou les « technocrates » à la Albert Thomas) en étant lui-même pour ainsi dire centre droit.

Mais aujourd'hui les réductions et les déformations de Marx par les analyses de Lénine liées à l'arriération russe de l'époque, malgré des tentatives suggestives d'analyses nouvelles, sont encore plus des entraves pour des élaborations créatrices, étant donné notamment leur contribution théorique à la construction d'un socialisme étatiste, même dans des formes se voulant plus ouvertes et pragmatiques. Elles sont aussi des entraves face à toute la richesse de la pensée et de la recherche théorique sociales ultérieures à Marx et ne partant pas de lui, si unilatérales et discutables soient-elles.

Max Gallo veut opposer Marx et plus particulièrement Jaurès — lequel aurait saisi l'importance des superstructures politiques et culturelles — à Lénine et plus généralement aux « solutions communistes », dites elles-mêmes « économistes ». D'autres auteurs, comme R. Maggiori critiquent aussi la volonté de construire en définitive un autre système social que le capitalisme au plan économique. Ces distinctions et oppositions te semblent-elles justifiées ?

En ce qui concerne l'accusation traditionnelle d'« économisme », on oublie qu'elle fut tout particulièrement relancée à sa façon par Staline, en fait contre les références, de type marxiste, au conditionnement de tout mouvement de construction révolutionnaire par le niveau de développement des forces productives. Il lui opposait, quant à lui, en passant à l'autre extrême de façon volontariste, la détermination consciente du parti révolutionnaire, des forces politiques et culturelles considérées comme indépendantes des conditions de l'économie (3). Néanmoins Max Gallo, après avoir déclaré : « **L'échec et la barbarie des solutions communistes, qui ont prétendu se substituer au capitalisme au cœur du XX^e siècle ne sauraient en rien se transformer en apologie d'un système** », affirme : « **Le « communisme » a démontré ainsi expérimentalement la faillite de solutions économistes. Et l'importance des « superstructures » politiques et culturelles. C'est Jaurès qui avait raison contre Lénine** » (Ouvrage cité, p.168-169).

En réalité, au-delà des oppositions effectives importantes entre Jaurès et Lénine, il convient de souligner d'abord que Lénine, malgré un effort d'analyse économique beaucoup plus ample que celui de Jaurès, a néanmoins au fond et quoique de façon différente, négligé lui aussi les analyses théoriques de l'économie capitaliste les plus fondamentales de Marx concernant les tendances les plus profondes de ses transformations. Il s'agit des analyses concernant l'évolution des forces productives dans le capitalisme et de celles, corrélatives, concernant la suraccumulation du capital et ses solutions relatives, articulées d'ailleurs aux transformations politiques. A plus forte raison le développement nécessaire de ces analyses pour apprécier les transformations ultérieures d'ensemble du système et leurs indications dans une perspective révolutionnaire a été négligé en général, dans les conditions d'imaturité de l'époque et encore plus de la Russie. Certes, Lénine s'est efforcé néanmoins de relier l'action pour des transformations politiques au mouvement réel créateur des larges masses, comme celui de constitution des conseils ouvriers ou Soviets. Mais, au-delà de son sens de la rupture révolutionnaire contre tout attentisme social-démocrate, ses insuffisances objectives et subjectives seront particulièrement graves du point

(3) A travers une série d'amalgames, Staline écrivait en 1924 : « *La théorie de la diminution du rôle de l'élément conscient dans le mouvement [...] ses partisans, dits les « économistes » ... mettaient le mouvement ouvrier sous l'hégémonie de la bourgeoisie libérale... [La] brillante critique ... donnée par Lénine [a]... battu l'« économisme » [...]*

Mais elle (la théorie de l'économisme) est très largement répandue, sous une forme un peu différente... Je parle ici de la théorie dite des « forces de production », théorie qui, avilie par les leaders de la II^{ème} Internationale, justifie tout et concilie tout le monde [...] avec le niveau des « forces de production » qui existait alors, il était impossible d'entreprendre rien d'autre [...] le rôle des partis ? Leur importance dans le mouvement ? Mais que peut bien faire un parti en présence d'un facteur aussi décisif que le « niveau des forces de production ?... » (J. Staline, « Des principes du léninisme » dans Les questions du léninisme, p. 29-30).

de vue non d'une rupture révolutionnaire, mais d'une construction proprement socialiste.

Inversement Jaurès, quant à lui, s'il a bien moins développé l'analyse proprement économique, représente néanmoins une insuffisance fondamentale en définitive analogue au plan économique et donc une autre façon quelque peu unilatérale de pousser l'analyse politique, en tendant notamment à majorer le rôle du parlementarisme. Mais, en relation notamment avec l'influence de Marx, il a néanmoins proclamé que « *ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice* ». (« *Discours à la Jeunesse* », 1903, in Jaurès, *L'esprit du socialisme*, Editions Gonthier, p. 60).

Ensuite Jaurès a réaffirmé à sa façon, avec une grande netteté, « l'idéal communiste » comme perspective nécessaire du mouvement socialiste (4). Enfin, en s'ouvrant aux revendications et aspirations les plus avancées du mouvement ouvrier français de son temps sous la forme du « syndicalisme révolutionnaire », il a commencé à insister sur les transformations visant à ce que « *les travailleurs de tout ordre* » administrent « *la production enfin organisée* », en admettant volontiers que les travailleurs « *conquière[n]t graduellement la gestion* », « *avec la participation... de la classe ouvrière à la gestion* » au niveau de l'atelier et de l'usine, y compris par « *des groupes autonomes, se gérant eux-mêmes* » selon l'expression syndicaliste révolutionnaire (*Ibidem*, p.60, dans *Discours à la Jeunesse*, et p.105-112, dans *Discours au Congrès de Toulouse*).

On rencontre en effet, chez les deux penseurs, d'importants efforts de contacts intimes avec les luttes et aspirations de leur peuple et de leurs classes ouvrières. Et des capacités remarquables de synthèse et de dépassement de positions unilatérales les caractérisent aussi tous les deux, quoique de façon différente, y compris pour la liaison du politique et du socio-économique. Voir aussi chez Lénine les remarques connues sur la liaison entre le progrès de la démocratisation la plus poussée et la transformation économique proprement socialiste ou sur « le contrôle ouvrier » corrigeant quelque peu ses illusions étatistes sur « *toute l'économie nationale organisée comme la poste* » définie comme monopole d'Etat (*l'Etat et la Révolution*, dans *Oeuvres choisies*, t II, 1ère partie, p. 236).

Néanmoins on peut, à mon avis, estimer que tous deux représentent à la fois des surestimations du niveau politique et idéologique d'intervention, quoique de façon relativement opposée, mais aussi une insuffisance des développements théoriques critiques et positifs des aspects politiques et idéologiques de la société. Cette insuffisance, concernant le niveau non économique de la société capitaliste, se relie à une insuffisance fondamentale de l'analyse théorique du conditionnement précis des possibilités de transformation sociale par le niveau du **type de productivité** matérielle. Elle néglige aussi la modification économique possible, dans ces conditions, de la **régulation par le taux de profit**. Et donc, à travers le problème de la régulation du système, elle néglige toutes les **interdépendances économiques et politiques** du système social.

En même temps, Jaurès comme Lénine expriment, bien sûr, les immaturations des conditions respectives de leurs sociétés, du point de vue des analyses concernant la préparation et la création de nouvelles relations, économiques, politiques, culturelles, etc., commençant à dépasser vraiment les acquis du capitalisme et donc proprement socialistes.

(4) « *Le parti socialiste... sous peine de se perdre dans le plus vulgaire empirisme et de se dissoudre dans un opportunisme sans règle et sans objet, ... devra ordonner toutes ses pensées, toute son action en vue de l'idéal communiste... Ce serait une grande erreur et une grande faute de paraître dissoudre dans les brumes de l'avenir le but final du socialisme. Le communisme doit être l'idée directrice et visible de tout le mouvement [...] conduire la démocratie, par de larges et sûres voies vers l'entier communisme... [espérer] aboutir à l'ordre communiste* » (*Question de méthode : « Le Manifeste communiste » de Marx et Engels*, *L'esprit du socialisme*, p.54).

Voir dans le même sens, le début du *Discours au Congrès de Toulouse de 1908*.

Mais n'y-a-t-il pas insuffisance de l'ensemble de la théorie de Marx et des marxistes ultérieurs vis-à-vis de la nouveauté des problèmes actuels ? Et ne s'agit-il donc pas plutôt de poursuivre les efforts de développement nouveaux de Lénine ou d'autres penseurs, comme Jaurès, en les dégageant des déformations qui ont pu les affecter ?

La conception systémique ouverte, initiée par Marx, vise à dépasser le volontarisme et l'attentisme, en mettant en lumière la créativité fondamentale de tous les sujets humains. En tendant à analyser à la fois le **conditionnement** des régulations sociales par le niveau de développement de la productivité et la **création** des lois moyennes historiques par les multiples actions concrètes de tous les sujets humains, elle permettrait de conjuguer le respect des choix des plus larges masses et l'effort d'élucidation du conditionnement historique des possibilités des choix de société.

Mais il y a aussi un achèvement fondamental et non pas de détail de l'oeuvre théorique de Marx. Et c'est la maturation technologique, économique, sociale, politique et culturelle actuelle qui permet enfin de poursuivre son élaboration fondamentale. Non seulement Marx n'a pas pu terminer l'analyse économique essentielle du *Capital*, mais il n'a pas produit l'ouvrage annoncé qui devait faire suite, concernant le marché concret, national et international et donc également la gestion. Et aussi il a à peine esquissé l'analyse théorique des différents domaines non-économiques (que l'on peut appeler « anthroponomiques ») de la société.

Cependant les grands successeurs de Marx n'ont pas vu cette ampleur de l'inachèvement. Et ils ont surtout produit des compléments plutôt que la reprise de l'élaboration fondamentale. Ils ont pu ainsi marquer des régressions par rapport aux élaborations les plus avancées de Marx. Cette poursuite de l'élaboration théorique fondamentale, qui était extrêmement difficile, est devenue relativement plus facile avec la maturation contemporaine de la société et de la pensée. Même si cet inachèvement essentiel a déjà fait du mal dans le passé, s'attaquer à lui de front est devenu beaucoup plus urgent.

Ainsi, l'inachèvement fondamental de l'oeuvre théorique de Marx, concernant les tendances de l'évolution concrète de l'économie capitaliste et surtout la gestion des entreprises au-delà de l'économie globale, ainsi que la relation avec elles de son analyse des formes politiques, a pu favoriser une référence quelque peu spéculative à une analyse économique marxiste encore trop abstraite. Ce qui a pu contribuer à justifier idéologiquement une construction politico-économique marquée notamment par les illusions régressives d'un étatisme populiste.

Néanmoins, ce sont de véritables régressions théoriques par rapport à Marx qui sont aussi en cause, en liaison notamment avec les conditions sociales des révolutions se voulant socialistes. Ainsi en liaison avec les conditions sociales d'une révolution largement paysanne et bourgeoise, contre les importantes survivances féodales de l'Ancien Régime tsariste, pour accélérer l'industrialisation, on rencontre déjà chez Lénine lui-même une négligence de l'analyse très critique de la révolution industrielle de Marx et, malgré toutes ses précautions pragmatiques, une tendance au volontarisme idéologique et politique du point de vue de la construction d'une économie socialiste. Il a tendu à surestimer les éléments des « lois » du capitalisme découverts par Marx pour une construction socialiste, avec notamment l'influence des conceptions de l'économiste russe Tougan-Baranowski caractérisant le capitalisme par l'absence de planification, tout en négligeant gravement par ailleurs les analyses cruciales de Marx de la régulation de l'économie capitaliste par le taux de profit. Malgré son ouverture à la créativité des « conseils » (Soviets) et ses mises en garde contre la bureaucratie, il a tendu à s'illusionner grandement sur l'utilisation d'un pouvoir d'Etat centralisé et cimenté par une idéologie pour dépasser vraiment le capitalisme par une construction se voulant proprement socialiste.

Tout en exprimant les conditions d'arriération issues de l'empire tsariste et la volonté de « rattrapage » des pays capitalistes développés en s'arrachant à la domination impérialiste, il négligeait ainsi non seulement les critiques du jeune Marx sur l'étatisme bureaucratique, mais aussi le mouvement autocritique du Marx de la maturité concernant les survivances de l'influence étatiste (d'origine bourgeoise) sur le mouvement communiste. Il s'agissait notamment de l'appréciation des formes d'« autogouvernement » fédéraliste, recherchées déjà par la Commune de Paris, mais évidemment non adaptées aux conditions russes de l'époque.

Dans ces conditions, les perversions et la dogmatisation exacerbée ultérieures de sa pensée notamment par Staline, ne justifient pas du tout de revenir à un « léninisme » débarrassé de la dogmatisation. Le léninisme est d'ailleurs une expression qui a été mise à l'honneur principalement par Staline. Mais il faut aussi considérer toutes les autres simplifications déformatrices et réductrices du marxisme de Boukharine, Trotsky, etc., qui font partie de ce même fond, renchérissant toutes largement, dans les mêmes conditions sociales, sur les insuffisances théoriques fondamentales de Lénine lui-même (voir par exemple l'analyse superficielle de N. Boukharine sur l'analyse des crises capitalistes, sans laquelle pourtant on ne peut pas comprendre le sens le plus profond de la régulation et de l'évolution du capitalisme et donc de sa transformation par la construction d'un début de véritable dépassement socialiste).

De même, en relation avec les conditions de la France du début du XX^e siècle, c'est chez Jaurès la tendance au moralisme politique, et à la surestimation des possibilités du parlementarisme pour aller vers une construction socialiste, avec un certain attentisme de fait. Malgré son ouverture aux revendications du syndicalisme révolutionnaire français, c'est la méconnaissance des positions du jeune Marx opposant à la « critique moraliste » utopiste la « morale critique », fondée notamment sur une analyse économique et technologique rigoureuse. Mais aussi, c'est la méconnaissance du mouvement de tendance autocritique du Marx de la maturité concernant les survivances de la pensée blanquiste (passant à l'autre extrême avec sa conception d'une dictature révolutionnaire par rapport au parlementarisme) avec la tendance au dépassement des deux visions politiques unilatérales par la conception de formes d'« auto-gouvernement » décentralisé.

Dans ces conditions, les perversions social-démocrates, se réclamant à tort de Jaurès, en France, sont néanmoins en partie liées aux insuffisances de la critique jauresienne et ne justifient pas de se réclamer d'un Jaurès authentique. En outre on le trahit encore largement comme nous l'avons montré. L'on pourrait de façon quelque peu analogue, considérer comment d'autres éminents penseurs du passé (comme par exemple Gramsci) ont pu marquer à travers leurs efforts de développement suggestifs, des régressions par rapport aux acquis de la pensée de Marx, elle-même en mouvement d'émancipation et de dépassement inachevé par rapport aux penseurs antérieurs. On peut, en effet, penser que la maturation de la société, dans les diverses conditions nationales, était insuffisante pour aller **fondamentalement au-delà** de la pensée de Marx (elle-même anticipatrice d'évolutions réelles ultérieures) et donc pour l'apprécier elle-même dans toute l'ampleur et la rigueur de ses avancées **sans régression fondamentale**.

Avec la maturation actuelle du mouvement social mondial réel et de la pensée sociale universelle (y compris à travers toutes ses expériences négatives ou régressives) c'est cette révolution théorique initiée par Marx, en liaison avec la critique pratique du capitalisme dans les luttes sociales, que nous pourrions sans doute mieux apprécier en cette fin du XX^e siècle, au lieu de régresser par rapport à elle, sous la pression des systèmes de pensées antérieurs et renouvelés de façon si prégnante encore. Mais cela n'est possible, à mon avis, qu'en liaison intime avec des élaborations fondamentales nouvelles, pour transformer le système de pensée marxiste lui-même, à partir de ses pistes avancées extrêmes comme de ses énormes inachèvements, dans une perspective autocritique elle-même marxiste. (à suivre)

PAUL BOCCARA : « QUELLE NOUVELLE ÉCONOMIE MIXTE ? »

« Le copilotage Etat/Privé n'est plus le même aujourd'hui dans la crise que celui du CME classique. L'enjeu est donc bien celui d'une nouvelle économie mixte. Mais laquelle ?

Ce sont des problèmes objectifs nouveaux que les forces dirigeantes actuelles essaient de résoudre de façon réactionnaire. On ne peut donc se contenter de dénoncer le résultat négatif de leur façon de les traiter. Nous devons aussi avoir la hardiesse de contre-propositions sur ces problèmes, même s'ils peuvent aussi avoir été posés de travers. Il faut en effet bien mesurer en quoi les forces dominantes sont branchées sur des exigences objectives afin de pouvoir rassembler tous ceux qui, précisément, sont attirés par leur façon de les poser.

Un défi est posé au secteur public par la privatisation dominant une nouvelle économie mixte. Par exemple, les acquis du secteur public, qu'il faut faire mieux reconnaître, coexistent avec un gâchis bureaucratique, lié aux dominations étatistes, malgré toutes les conquêtes des travailleurs. La solution réactionnaire à ce problème réel, est d'imposer une « efficacité » nouvelle sous forme de rentabilité financière plus directement présente.

Mais si l'on ne voit pas le vrai problème et que l'on considère seulement la solution réactionnaire, on lui laisse le champ libre. Ainsi la révolution informationnelle appelle une souplesse et un rapprochement nouveau des décisions de tous les personnels et des usagers, à l'opposé du gâchis bureaucratique. De même, le besoin de dépassement des limites nationales du secteur public est posé. La réponse réactionnaire à cette nécessaire dimension internationale, ce sont des multinationales privées, à l'échelle mon-

diale et donc par certains aspects plus socialisées qu'un secteur public strictement national. Là aussi il faut relever le défi, par les coopérations internationales de secteurs publics et par la transformation du secteur public pour qu'il s'ouvre à ces coopérations.

Avec la révolution informationnelle, les connaissances des hommes et l'information deviennent de plus en plus l'élément décisif de la production et de la vie sociale. C'est un point de départ décisif pour comprendre d'une part pourquoi il faut être au plus près des gens, pour ne pas perdre et gâcher de l'information de façon bureaucratique et en même temps pour développer les capacités d'information que sont les hommes eux-mêmes.

D'autre part, cela exige d'utiliser massivement les possibilités de l'économie de coûts et leur partage que permettent la circulation et la diffusion de l'information au plan international. L'information est plus socialisée qu'un matériel, au sens où celui-ci ne peut servir qu'en un seul lieu, tandis que l'information, elle, peut être diffusée dans le monde entier.

Il nous faut donc élever le niveau des luttes pour rassembler sur ces problèmes nouveaux. La question d'une nouvelle économie mixte à prédominance publique et sociale pour aller de l'avant est posée très fortement. Il faut révéler l'aspect réactionnaire de la « solution » d'introduction dominante du privé, à partir des gâchis que cela entraîne, prouver que les soi-disant objectifs de meilleure socialisation ne peuvent être en bonne partie atteints parce qu'ils sont soumis aux contraintes de rentabilité financière.

Une masse de ressources humaines sont gâchées par la réduction du ser-

vice public tandis que s'accroissent par ailleurs la congestion et les prélèvements dans les éléments dits rentables. La privatisation qui tente d'écarter les aspects les plus rentables au détriment des autres profite en fait de l'ensemble du réseau public.

Enfin, il faut partir de leurs objectifs affichés auprès des gens pour rassembler.

« Décentraliser » ? Nous sommes pour, parce que cela signifie donner des pouvoirs réels à tous les personnels, aux usagers. Mais c'est justement pour cette raison qu'ils ne peuvent pas décentraliser vraiment et qu'ils parlent maintenant de « déconcentrer » : c'est-à-dire dégager un peu le centre qui définit les orientations et délègue l'exécution et les décisions secondaires aux préfets et aux administrations locales.

En même temps une concertation entre pouvoirs décentralisés est nécessaire, débouchant sur une planification nationale et internationale qui ne soit pas imposée et parachutée.

Notre conception n'a rien à voir avec la tradition étatiste d'unification. Quel est aujourd'hui le rôle de l'Etat ? Il intervient pour favoriser le capital, mais aussi pour corriger, y compris sous la pression des luttes, les effets de cette action. Il joue donc des deux côtés.

Il faut casser cette conception où c'est toujours l'Etat qui décide l'essentiel dans le secteur public, soit pour soutenir le privé, soit pour « corriger ». L'enjeu du changement révolutionnaire n'est pas dans la correction par un Etat plus « démocratique » et prétendument « égalisateur ». L'intervention de l'Etat devrait pouvoir consister désormais davantage à lâcher des pouvoirs décentralisés et à aider à leur mise en œuvre. »